

Syndicat National **F.O** des Lycées et Collèges

Section académique de Créteil

Maison des syndicats 11-13 rue des archives 94010 Créteil Cedex

Tel: 01 49 80 91 95 - 68 92 Fax 01 49 80 68 96 E-Mail: snfolc.creteil@gmail.com Site: www.snfolc-creteil.fr

Créteil, le 14 mars 2022

DHG, postes, classes, options, remplacements... Dans de nombreux établissements, les collègues à l'initiative pour satisfaire les revendications!

Monsieur le Recteur, ouvrez « l'enveloppe fermée » !

La bagarre contre la dégradation des conditions de travail programmée à travers les propositions de DHG et de suppressions de postes faites pour la rentrée 2022 a repris dès les premiers jours de la semaine dernière.

Ainsi, au lycée Jean-Jaurès de Montreuil, c'est à l'unanimité des 42 présents ou mandatés que la grève à compter du 7 mars a été votée, pour la restitution des 85h supprimées de la DHG, la restitution de la quinzième seconde, des trois classes dans la filière ST2S, de tous les dédoublements, de tous les dispositifs de soutien menacés, etc. Une délégation a été reçue au rectorat dès le 8 mars. Jeudi 10 mars, les collègues écrivaient dans leur communiqué n°3 : « Les réponses apportées nous indignent : des éléments froids de gestion expliquant les mesures de suppression des heures, des chiffres faux permettant de justifier à leurs yeux la suppression d'une seconde, une insensibilité aux arguments développés pour la restitution des classes de ST2S, le renvoi à l'autonomie de l'établissement et à la gestion d'une enveloppe fermée pour justifier les suppressions des dédoublements, remises en cause d'options, etc. C'est pourquoi nous décidons de reconduire la grève ce jeudi et redemandons audience au rectorat cette après-midi à 14h, à l'occasion d'un rassemblement. ». Une prochaine assemblée générale se tiendra jeudi 17 mars, après les épreuves communes.

Lors de ce rassemblement du 10 mars devant le rectorat, ils ont retrouvé les collègues de Solveig-Anspach au cri d' « Ouvrez l'enveloppe fermée! » Ces derniers se sont remis en grève de façon très massive, chaque jour depuis le mercredi 9 mars, lorsqu'ils ont appris que, contrairement aux indications de la DSDEN 93 en janvier, la création du deuxième poste de CPE, dans ce collège qui compte un internat, une UPE2A, une ULIS, 50% d'élèves boursiers, n'était pas actée. Les taux de grévistes, avoisinant chaque jour les 90%, ont contraint le rectorat, qui à cette heure répond que « le collège est déjà surdoté en CPE suivant le barème (sic!) », à recevoir une délégation demain mardi 15 mars.

De même, dans de très nombreux collèges et lycées de l'académie, les collègues sont à l'initiative.

Dans le Val-de-Marne, après leur grève du 17 février, les collègues de Louise-Michel à Champigny réitèrent leur demande d'audience. Le lycée Édouard-Branly de Nogent, les collèges Césaire-Villejuif, Laplace-Créteil, St-Exupéry-Ormesson, Korczak-Limeil, Curie-Villiers, Beauvoir-Créteil et Hugo-Créteil ont engagé des démarches similaires, toutes appuyées par le SNFOLC.

En Seine-et-Marne, au lycée Van-Dongen de Lagny, à l'initiative de la section *FO* et des parents d'élèves, un rassemblement est organisé mercredi 16 mars au rectorat pour exiger le remplacement immédiat de deux collègues d'anglais et d'espagnol absents depuis le mois de septembre.

A toutes ces revendications, directions académiques et rectorat opposent leur logique : « gérer les moyens qui leur sont alloués dans le cadre d'une enveloppe budgétaire fixée ». Dans le même temps, le ministre du budget Lemaire, tout en augmentant considérablement le budget militaire, explique à qui veut l'entendre « qu'il faudra faire des efforts »!

Le SNFOLC Créteil rejette la volonté du rectorat et du ministère d'étrangler les revendications des collègues par la politique de l'enveloppe fermée, alors que des dizaines de milliards d'euros supplémentaires seront consacrés au budget militaire. Les collègues d'Anspach-Montreuil, de Jaurès-Montreuil, de chaque établissement doivent pouvoir obtenir satisfaction sur leurs revendications!

Le SNFOLC Créteil encourage les personnels à poursuivre ce combat, à décider de toutes les initiatives qu'ils jugeront nécessaires pour obtenir satisfaction sur leurs revendications. Impossible d'accepter une nouvelle offensive contre les conditions de travail des personnels et des élèves, après les deux années de pandémie que nous venons de connaître!